



Mondialisation, carburant des conflits

par Mme Susan George

**Notes pour la conférence d'ouverture des
6^e Journées québécoises de la solidarité internationale
Jeudi 17 octobre 2002**

Thème général pour 2002: *Choisissons notre monde, pour une paix juste*

Remerciements aux organisateurs, à l'AQOCI, à Madame Yolande Geadah, au ministère des Relations internationales, à tous les Québécois[es] qui ont contribué à rendre cette visite agréable et, j'espère, utile pour les participants.

Bonsoir à tous et merci d'être venus. C'est un bien grand honneur pour moi de me trouver ici parmi vous pour donner le coup d'envoi à ces *Journées* de l'AQOCI sur la solidarité internationale. C'est aussi un privilège redoutable car j'ai très peur de vous décevoir. J'aurais justement beaucoup de mal à traiter le sujet que les organisateurs me proposent, à savoir « Mondialisation: carburant des conflits » car je ne suis pas sûre d'être en accord ou du moins pas entièrement avec ce lien. Pourquoi? Parce que, premièrement, l'idée de « mondialisation », s'il s'agit comme je le suppose de la globalisation économique, opérée essentiellement par les entreprises transnationales et les marchés financiers, est un concept menteur. C'est un mot inventé pour entretenir une illusion, l'illusion d'un monde qui avancerait, tous pays et tous peuples confondus, vers la Terre Promise. « Mondialisation » donne l'impression d'un vaste mouvement de l'inclusion, alors que dans toute l'histoire humaine, je crois, il n'y a jamais eu, en nombres absolus, autant de personnes exclues de la participation à l'économie; jamais autant de démunis, ni autant d'individus condamnés à survivre, s'ils survivent, sur les marges des marchés tout-puissants qui ne s'intéressent pas à eux.

Le marché, le capital, le commerce ne s'occupent pas de ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Ils ne s'occupent que de ceux qui sont, dans le jargon, « compétitifs ». Si vous permettez que je le dise en anglais, la mondialisation actuelle est un système qui « *takes the best and leaves the rest* »; qui prend les meilleurs - qu'il s'agisse de personnes, d'entreprises, de régions, de pays ou de continents - et qui laisse les autres. À eux de se débrouiller comme ils peuvent, ou disparaître. Pour faire court, la « mondialisation » n'est pas autre chose que le dernier avatar du capitalisme mondial.

Dans les territoires relativement prospères, où les populations profitent dans leur majorité de ce capitalisme-là, il faut admettre une évidence: il y a précisément très peu de conflits. Le système a besoin de stabilité, de prévisibilité et de sécurité, du moins à l'intérieur de ses frontières, lesquelles sont mouvantes. De nouveaux territoires peuvent être introduits dans l'empire de la mondialisation du moment où ils ont des produits, des compétences, des ressources matérielles ou humaines à mettre à la disposition du système dans son ensemble. Dans ce sens-là, la mondialisation n'est pas du tout génératrice de conflits. Il a fallu quasiment tout le 20ème siècle pour faire accepter en Europe la pratique de la paix pour pouvoir développer au mieux les affaires.

Sur la périphérie, c'est une toute autre histoire, et plus on est éloigné du centre opulent de la mondialisation libérale, plus on risque d'être le théâtre d'un conflit.

Déjà, les années 1980 étaient qualifiées de « décennie perdue pour le développement ». L'écrasant fardeau de la dette et la chute des prix de matières premières qui en résultait, ont plombé l'avenir des pays du Sud. On nous assurait toutefois à l'époque que tout irait bien lorsque ces nations auraient avalé les remèdes de l'ajustement structurel dispensés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Hors des politiques dites du « Consensus de Washington », pas de salut. Et ils ont bel et bien avalé, sans répit, pendant 20 ans. C'était amer, mais c'était le prix à payer pour entrer dans la cour des grands, pour bénéficier des avantages tant vantés de la mondialisation.

Quelle a été la récompense de tant de sacrifices, surtout consentis par les classes moyennes et pauvres? D'abord, cette décennie perdue pour le développement. Ensuite, pour citer un économiste plutôt libéral, en tous cas tout à fait modéré, le Professeur Dani Rodrik de Harvard, « les années 1990 était une décennie de frustrations et de déceptions ».

On peut vite en faire l'inventaire. Ne parlons même pas de l'Afrique, car tous connaissent la catastrophe africaine, les ravages de la famine et du SIDA. Citons seulement le titre d'un livre du poète mauritanien Oumar Diagne: « Le soleil s'est couché sur mon continent ». Les pays de l'Amérique latine devaient faire mieux, c'était à leur tour de sortir de l'ornière. Ils ont été au contraire secoués par une série de crises monétaires, de chômage, de gabegie, de faillites. Avec une ironie tragique, l'Argentine, le pays qui suivait à la lettre les conseils du FMI et qui était l'enfant chéri des marchés, souffre plus que tout autre de leur désaffection aujourd'hui. Pour ce qui est des pays dits « en transition », les anciens membres ou satellites de l'URSS, à la fin des années 1990, la vaste majorité avaient des niveaux de revenus par tête d'habitant plus bas qu'au début. En Russie même,

l'espérance de vie avait chuté de 5 ans. On pourrait continuer avec beaucoup plus de détails cette triste litanie.

Mais l'Asie? Ces pays étaient des lieux d'espoir et des exemples de réussite depuis longtemps montés en épingle par la Banque mondiale et le FMI. Et pourtant, la Corée, Taiwan, la Thaïlande et d'autres ont connu eux aussi les caprices meurtriers des marchés financiers. C'est précisément au moment où ces pays avaient le mieux intégré les doctrines néolibérales, en abandonnant les politiques qui leur avaient permis une ascension et une croissance rapide, qu'ils se sont exposés aux crises que cette mondialisation financière ne manque jamais de produire. Dans ce groupe de ci-devant stars, c'est encore la Malaisie qui s'en est le mieux sortie, précisément parce qu'elle a refusé de suivre les règles libérales et a imposé le contrôle des changes.

« Ah, mais, disent les supporters de la mondialisation libérale, la pauvreté globale a diminué et c'est la preuve que notre vision économique est la bonne ». À l'examen, ils fondent leur argumentation sur les deux plus grands pays en terme de population de la planète, la Chine, et dans une moindre mesure l'Inde, soit un tiers de l'humanité. Le nombre de « pauvres absolus » comme les appellent la Banque mondiale, auraient diminué parce que ces deux pays très peuplés ont amélioré le sort de leurs habitants.

Soit. Mais cette amélioration n'a strictement rien à voir avec les politiques libérales et la doctrine du Consensus de Washington. La Chine en a même violé pratiquement toutes les règles. Elle a refusé la privatisation, imposé le contrôle des changes, pratiqué le protectionnisme à haute dose. Aussi protectionniste que l'étaient les États-Unis au 19^{ème} siècle, et pour les mêmes raisons, la Chine n'a rejoint l'Organisation mondiale du Commerce qu'en 2001 après un débat interne assez féroce. Nous verrons bien si elle a pris la bonne décision. Loin de réduire le poids de l'État comme le voudrait le néolibéralisme, la Chine emploie aussi tous les moyens qu'a un État fort pour attirer l'investissement étranger. Elle ne permet aucun syndicat et réprime durement les travailleurs mais elle a aussi un système d'éducation qui permet de fournir de la main d'oeuvre qualifiée. Quant à l'Inde, elle ne s'est toujours pas ouverte aux marchés financiers et l'investissement étranger tous azimuts et c'est même cela qui lui a permis de traverser les turbulences de la fin des années 1990 sans dommages.

Voilà en style télégraphique un panorama de la mondialisation telle que l'on peut l'observer à l'ouverture de ces *Journées québécoises de la solidarité internationale*. Le moins qu'on puisse dire est que le résultat n'est pas très brillant pour la majorité de l'humanité et que ceux qui veulent pratiquer la solidarité ont du pain sur la planche.

Que l'on s'entende bien à ce stade: ma critique du capitalisme mondial en l'an 2002 n'implique nullement que je souhaiterais un quelconque collectivisme ou un retour au monde bipolaire de la guerre froide. Si certains ici sont tentés de le croire, je les invite à regarder les quelques milliers de pages que j'ai écrites sur les relations Nord-Sud: ils chercheraient en vain une seule mention favorable au système de la défunte Union Soviétique. Il y a d'autres solutions aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion que j'évoquerai en fin de course.

Maintenant, parlons des conflits. Comme je vais être au moins aussi dure à l'égard des dirigeants actuels de mon pays d'origine que je l'ai été à l'égard de la mondialisation libérale, je veux aussi plaider non coupable aux accusations possibles « d'anti-américanisme ». Certains journalistes et responsables politiques cherchent à affubler de cette étiquette tous ceux qui critiquent le gouvernement américain. Je l'ai critiqué au moment de la guerre du Vietnam et à bien d'autres moments depuis; je revendique de le critiquer encore aujourd'hui, alors que nous nous attendons tous à une nouvelle invasion, cette fois-ci de l'Irak. Je rappelle que la Constitution américaine, dans son Article I, Section 8, donne sans ambiguïté pouvoir au seul Congrès à déclarer la guerre. Elle affirme plus loin que les traités font partie de « la loi suprême du pays » d'où le respect que l'on doit aux Nations unies. Le Président Bush semble l'avoir oublié. Je soutiens tous ceux qui militent à l'intérieur des USA et en dehors pour le respect des vraies valeurs de ce pays, si souvent bafouées par ceux-là mêmes qui ont été chargés de les défendre.

Mais revenons au titre: la Mondialisation est-elle le carburant des conflits? Peut-être peut-on dire qu'elle l'est par pure négligence, parce que le capitalisme n'a que faire des souffrances des civils, qui constituent 90% des victimes des conflits aujourd'hui. Ces souffrances, il est clair, ne dérangent pas outre mesure les possédants. Les innombrables conflits en Afrique actuellement en sont la preuve. L'on pourrait presque dire - mais est-ce trop de cynisme? - que ces conflits *arrangent* les puissants du moment où aucune ressource stratégique n'est en jeu. L'AQOCI est semble-t-il de cet avis car elle constate dans son introduction à ces *Journées* le désintérêt de cette mythique « communauté internationale » pour les désastres au Rwanda, au Congo ou au Sierre Leone, parmi bien d'autre lieux désormais sans importance.

Ce que la mondialisation a réalisé est paradoxalement une séparation radicale, non pas une unification. Si les possédants et les dépossédés partageaient le même espace, il y aurait sans aucun doute plus de conflits. C'est dans ce contexte qu'il faut à mon sens faire la lecture des attentats terroristes du 11 septembre 2001. La peur durable qu'ont provoquée ces événements aux États-Unis et ailleurs n'est pas attribuable uniquement à l'abomination des assassinats en soi. Cette peur provient, du moins en partie, de l'abolition de l'espace entre deux mondes bien définis qu'ont réussi les terroristes.

Attention: je ne veux pas dire par là que les terroristes appartenaient aux damnés de la terre. Ils semblent avoir été plutôt issus des classes moyennes, éduquées, sans aucun souci particulier des pauvres dans leurs propres sociétés. Mais ils ont démontré, de la manière la plus abominable et la plus spectaculaire qui soit, que des groupes motivés, des *moins-que-rien* et des *laissés-pour-compte* de la mondialisation, s'ils arrivent à s'organiser, sont capables d'abolir la distance, de franchir les frontières, à priori inviolables, et d'imposer cette proximité hallucinante et horrifiante avec n'importe quelle cible, aussi riche et privilégiée qu'elle puisse paraître.

Du coup, s'impose une pensée insupportable pour l'esprit occidental. Des conflits de dépossédés contre nantis, d'exclus contre ceux qui profitent du système actuel peuvent bel et bien avoir lieu. Et

les dépossédés sont au moins 5 fois plus nombreux que les nantis. Le confort de la séparation entre les « *best* » et les « *rest* »; la certitude qu'ils sont irrévocablement, géographiquement *autres*--ce confort et cette certitude se sont évaporés. Certes, nous pouvons toujours nous dire que les conflits continueront à avoir lieu de manière écrasante dans les pays pauvres, que ce seront toujours les pauvres qui en pâtiront le plus, dans des endroits qui comptent le moins pour le système international. Mais désormais, personne n'est totalement à l'abri.

S'il en est ainsi, il me semble qu'une société rationnelle doit se demander quels sont les meilleurs moyens pour parer à des menaces qui sont, je le répète, radicalement nouvelles. Quiconque est un peu familier avec les États-Unis depuis un an doit être, s'il est lucide, frappé par le degré d'irrationalité que l'on y rencontre. La population a été traumatisée par le 11 septembre, c'est exact, mais l'on a aussi sciemment entretenu une quasi-hystérie. Il n'existe aucun renseignement objectif permettant de dire que *Al Qaeda* représente encore quelques dizaines ou centaines de personnes dispersées et mal organisées ou quelque milliers de fanatiques déterminés et en mesure de frapper partout. Mais pour examiner la réponse appropriée, supposons que le danger demeure important et réel, c'est le plus prudent.

Comment fait-on alors pour parer au danger? Est-ce en fondant des considérations de politique étrangère sur les notions morales du Bien et du Mal? Suggérer aujourd'hui que l'Amérique aurait éventuellement des choses à se reprocher - au Vietnam, au Chili, au Nicaragua ou dans des pays plus obscures - Grenade, Panama, Haïti, Timor - c'est s'attirer des accusations de haute trahison. Mentionner qu'en Afghanistan, à cause des bombardements récents, il y a eu au moins autant de morts que dans la tragédie des *Twin Towers*, n'est pas patriotique et c'est encore moins bien de dire que nous ne savons pas combien d'Afghans ont péri de faim et de froid pendant cette guerre. Rappeler que Saddam Hussein en personne fût longtemps une créature des États-Unis - comme d'ailleurs les Taliban en leur temps - ou qu'aucun lien entre l'Iraq et *Al Qaeda* n'est prouvé, est tout simplement impossible.

Chacun sait que le contrôle des ressources pétrolières n'est pas étranger à la volonté américaine d'envahir l'Iraq, et jouait probablement un rôle aussi dans la décision de bombarder l'Afghanistan. Mais c'est bien plus compliqué que cela.

Bin Laden et ses complices ont fait le plus beau cadeau imaginable aux faucons et aux néo-libéraux américains à qui le terrorisme du 11 septembre a permis d'imposer des mesures dont ils ne pouvaient que rêver quelques mois plus tôt. L'attaque a permis, par exemple, à George W. Bush d'imposer au Congrès, au nom du patriotisme, le « *Trade Promotion Authority* », l'autorité de promouvoir le commerce dite aussi *fast-track*. Pour la première fois depuis de longues années, l'exécutif pourra signer des accords de commerce « à prendre ou à laisser » sans que le Congrès puisse mettre son nez dans les détails. Les syndicats ont dénoncé le passage du *fast-track* [par 216 voix contre 215!] comme « un vote contre les droits des travailleurs, les droits humains et la sauvegarde de l'environnement ». Cette décision confère aux négociateurs américains à l'OMC une crédibilité sérieusement accrue car il est fort peu probable que le Congrès les désavoue en bloc.

D'autre part, la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce en novembre 2001 à Doha n'allait pas forcément aboutir à un accord. Les pays du Sud et les forces du mouvement social contre la mondialisation néolibérale pour des raisons diverses étaient contre. L'accord a été pour eux un camouflet et pour les milieux d'affaires un succès indéniable. Robert Zoellick, représentant spécial pour le Commerce extérieur [USTR] et principal négociateur américain, n'a pas hésité à s'appuyer sur les atrocités du 11 septembre pour assurer ce succès en appelant à riposter contre les terroristes en « faisant confiance aux marchés ouverts », contre « ceux qui savent détruire mais pas construire ». « Les terroristes ont choisi délibérément comme cible les Tours du commerce mondial. Le choc a fait crouler les tours, mais il ne pourra faire trembler les fondations du commerce mondial et de la liberté. »

Les attentats ont également permis la destruction de pans entiers de la Constitution américaine en ce qui concerne les garanties juridiques et l'inviolabilité de la vie privée. Le *US Patriot Act* permettra de saisir le plus mince prétexte pour assimiler une personne qui proteste à un terroriste et de suspendre de ce fait ses droits. Le FBI et la police peuvent désormais saisir des documents sans un ordre de la cour et suspendre le droit de *habeas corpus* pour maintenir les suspects en garde à vue. Les prisonniers afghans et autres, détenus à Guantanamo Bay, quoi qu'on puisse en penser, sont assujettis à des « punitions cruelles et inhabituelles » [« *cruel and unusual punishment* »] interdites par la Constitution. Etcetera.

L'importance de maintenir une atmosphère de guerre permanente sert aussi les ambitions électorales de Bush. Comme dit un Sénateur qui siège depuis plus de 40 ans à Washington, « les sondages baissent, il y a des problèmes économiques, et du coup il y a tout ce ferveur pour la guerre - c'est la pire des politiques d'année électorale ». Les élections pour la totalité de la Chambre et un tiers du Sénat auront effectivement lieu en novembre 2002. S'il n'avait pas l'Iraq, la presse parlerait-elle alors de nouveau des scandales financiers, dont certains risqueraient d'engouffrer le vice-président et peut-être le Président lui-même? Parlerait-elle de nouveau des questions qui préoccupent les Américains, par exemple les retraites, l'économie et l'emploi, l'assurance maladie? C'est fort possible et c'est pour cela qu'une guerre représente pour cette administration un moindre risque, même si le Pentagone lui-même n'y est pas très favorable.

Permettez-moi de vous lire un texte qui résume bien la situation:

« Dès l'instant que la guerre est déclarée, les gens deviennent convaincus qu'ils l'ont eux-mêmes voulue et entreprise. Ensuite, à l'exception de quelques récalcitrants, ils se laissent enrégimenter, *coerciter*, changer tout l'environnement de leur existence quotidienne et se transforment en puissante machine de destruction... Un sentiment de jouvence saisit les classes dirigeantes, un sentiment d'importance nouvelle dans le monde... L'opinion publique devient un seul bloc solide... La guerre est la santé de l'État. Elle met automatiquement en mouvement dans toute la société ces forces irrésistibles qui tendent vers l'uniformité; elle engendre la coopération passionnée avec le gouvernement pour contraindre à l'obéissance ces groupes minoritaires et ces individus auxquels il

manque l'instinct du troupeau... Les classes dirigeantes apprennent vite à profiter de cette vénération que l'État suscite chez la majorité et à s'en servir pour renforcer la résistance à toute diminution de leurs privilèges. »

Ce texte, de Randolph Bourne, un pacifiste américain, date de 1918 et les choses n'ont pas beaucoup changé.

Devant un public qui se consacre à promouvoir la solidarité internationale, je me dois de conclure sur des réflexions positives, même sur des sujets aussi négatifs que la mondialisation et les conflits. Permettez-moi de dire certaines choses assez crûment, car la cause de ceux que nous voulons défendre - les exclus et les opprimés - et la paix ne seront jamais servies par une fausse analyse, serait-elle au service de sentiments généreux.

Depuis la fin de la guerre froide, il est patent que de nombreux pays ne portent plus aucun intérêt à ceux qui sont au coeur de la mondialisation - en gros les pays du Nord avec les USA en tête. Comment expliquer, sinon, que l'objectif modeste des Nations unies que 0.70% du PNB des pays riches devraient être consacrés à l'aide publique au développement n'a aucune chance d'être atteint. Cet objectif, proclamé depuis plus de 25 ans est au contraire bafoué. L'aide au développement a chuté de plus d'un tiers depuis une décennie et nous sommes à guetter les miettes qui tombent de la table des États-Unis, promettant à la Conférence de Monterrey qu'ils vont augmenter leur contribution de 5 milliards de dollars sur 5 ans. La belle affaire! Si cette promesse est tenue, cela leur fera une contribution de 0.12% au lieu de 0.10% de leur PNB. Monterrey quoi qu'on dise a été un échec retentissant. Les Américains ont empêché qu'il soit question de taxer les marchés financiers ou les firmes transnationales ou le carbone ou toute autre source potentielle de vrais revenus qui pourraient contribuer à faire un monde un peu moins inégal et inhumain.

--- FIN ---